

Budget 2018

Cadeaux pour les plus riches et « gains de pouvoir d'achat » en trompe-l'œil pour les autres

Le budget 2018 confirme les choix du tandem Macron-Philippe : respect des traités européens et attachement idéologique au libéralisme économique.

Conformément au discours libéral, l'obsession de ce budget est de réduire le « poids des prélèvements obligatoires » et les dépenses publiques. Cette obsession est lourde de conséquences, notamment du point de vue social.

Le gouvernement annonce 10 milliards d'euros de baisse d'impôts dont 4 milliards pour les entreprises et 6 milliards pour les ménages. Dans les faits, les plus riches seront les principaux gagnants. Ils payeront moins d'impôt (4 milliards) sur la fortune.

De plus, les revenus du capital seront soumis à un taux d'imposition unique de 30 % synonyme de gains importants pour les contribuables les plus riches.

Selon le gouvernement, ces cadeaux viseraient à promouvoir « l'économie réelle ». Une supposition purement idéologique puisque rien ne prouve que ces cadeaux se transformeront en investissement.

De plus, cet argument idéologique néglige totalement le rôle et la responsabilité du système bancaire en général et particulièrement des banques comme BPI France dans le financement de « l'économie réelle ».

Selon Bruno Le Maire, réduire la « pression fiscale » sur les plus fortunés vise à offrir « une fiscalité stable, simple, légère ».

Si on met ces propos en parallèle avec les ordonnances contre le droit du travail, on voit très clairement les choix du pouvoir en place : stabilité pour les riches, flexibilité pour les travailleurs.

Le gouvernement prétend que ses choix amélioreront le pouvoir d'achat des salariés en qui cotiseront moins pour la protection sociale (maladie, chômage) mais ce « gain de pouvoir d'achat » est en trompe-l'œil.

En effet, il s'agit d'un changement profond de notre modèle social.

De plus, en contrepartie de cette baisse des cotisations sociales, la CSG va augmenter dès le début de l'année et cette hausse concernera les retraités.

En outre, la hausse de la fiscalité sur le diesel (+3,7 milliards) et le prix de tabac (+0,5 milliard) va surtout peser sur les ménages à revenu modeste.

Le gouvernement annonce également que la baisse de la taxe d'habitation pour une partie des contribuables va améliorer leur pouvoir d'achat.

Dans les faits, cette mesure va amputer les recettes des communes, dans un contexte où le gouvernement fait des économies sur les collectivités.

Le risque est donc une dégradation des services rendus aux citoyens et/ou une hausse du coût d'accès à certains services.

Ainsi, le budget 2018 affiche 15 milliards d'euros d'économies sur les dépenses : 7 milliards pour l'État, 3 milliards pour les collectivités et 5 milliards pour la Sécurité sociale.

Ces chiffres font l'impasse sur les souffrances que certaines « économies » provoquent pour les citoyens, à l'instar de la réduction des emplois aidés (1,5 milliard « d'économies ») et l'aide au logement (1,7 milliard « d'économies »).

Les effectifs de l'État vont aussi diminuer de 1 600 emplois en équivalent temps plein.

Le budget 2018 est loin de répondre aux attentes des citoyens, son objectif affiché est de respecter les logiques libérales.

La CGT va continuer de mobiliser les salariés, les privés d'emploi et les retraités contre ces choix pour faire valoir ses propositions concrètes pour une transformation du système fiscal et une utilisation efficace des

fonds publics au service de la justice sociale et de l'efficacité économique.

Montreuil, le 27 septembre 2017